NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

SNCF
Secteur Paris Sud-Ouest
Lundi 1er mars 2020

8 mars : journée de lutte pour les droits des femmes

Lundi prochain 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Et cette année, on a une raison de plus de donner de l'ampleur aux rassemblements, manifestations ou grèves prévues ce jour-là : les retombées de la crise sanitaire ne font que creuser les inégalités, dont celle, criante, entre les hommes et les femmes.

Une crise qui frappe plus durement les femmes

Cette crise sanitaire qui dure déjà depuis un an a plongé dans la pauvreté les plus précaires, dont en premier lieu les femmes : les femmes travailleuses dont les salaires sont plus bas que ceux des hommes et qui sont plus nombreuses dans les emplois précaires, les retraitées dont beaucoup ont des retraites de misère, amputées souvent par des années sans emploi. Et elles sont plus vulnérables économiquement, malgré leur rôle essentiel de « première de corvée », car elles sont très majoritaires dans les services ou le tourisme, touchés de plein fouet. En octobre dernier, un rapport du FMI pointait les effets inégaux de la crise au niveau mondial. Ce que confirmait une récente enquête menée sur l'impact de la pandémie sur l'égalité femme-homme au travail, et qui révélait que la crise affecte plus durement les femmes et leur moral.

L'année passée a également été marquée par les restrictions de nos libertés de déplacement, couvre-feux ou confinements, dont l'utilité sanitaire est contestable lorsqu'il faut s'entasser dans les transports en commun pour aller travailler. Mais qui a eu surtout la charge des enfants dans les périodes sans école, quand la cantine y était fermée ?

Les statistiques ont pointé à quel point ces mesures ont provoqué une hausse considérable des violences faites aux femmes. Les signalements ont augmenté de 36 % au printemps 2020, puis de 60 % lors du deuxième confinement, par rapport à 2019. Des hausses similaires ont été enregistrées ailleurs comme en Espagne ou au Brésil.

La montée d'idées réactionnaires et la riposte

Chaque crise économique est aussi synonyme de reculs pour les droits fondamentaux, comme ceux des femmes pour leur émancipation. C'est le cas en Pologne, où, fin 2020, le gouvernement ultra-conservateur a décidé l'interdiction de l'avortement. Mais cela a fait descendre dans la rue des centaines de milliers de personnes cet automne et de nouvelles manifestations ont eu lieu le 27 janvier dernier.

En France, une récente proposition de loi visant à améliorer le droit à l'avortement a été retirée suite à l'obstruction des parlementaires Les Républicains. Alors que par ailleurs les possibilités d'accueil des centres d'IVG ont été réduites. Et les manifestations se sont multipliées contre les fermetures de centres.

L'exemple de Metoo dans le monde

Malgré les restrictions de cette période de pandémie, au Maroc, c'est le viol d'une petite fille de cinq ans qui a suscité une mobilisation. Au Nigeria, c'est celui d'une étudiante, puis de nombreux témoignages de victimes qui ont levé une vague d'indignation, dans ce pays où le code civil autorise les hommes à battre leur femme pour les « corriger ».

Le 30 décembre dernier, en Argentine, c'est avec des cris de joie que des dizaines de milliers de manifestants défilaient dans les rues : après des années de combat, une loi autorisant l'avortement était enfin imposée.

Et ce qui vient aussi de marquer l'actualité en France ce sont, en juillet dernier, des rassemblements réunissant des milliers de personnes pour dénoncer la nomination des nouveaux ministres Darmanin et Dupond-Moretti, au cri de « u*n violeur à l'Intérieur, un complice à la Justice* ».

Les acquis des luttes, comme les droits féministes peuvent être constamment remis en cause par les gouvernements successifs. La mobilisation de toutes et de tous pour défendre l'égalité et obtenir de nouveaux droits est donc toujours nécessaire, le 8 mars et au-delà, car elle fait partie d'un mouvement d'ensemble pour une société plus juste et égalitaire, débarrassé du capitalisme et du patriarcat.

Toutes Et tous en grève et en manifestation le 8 mars !
(Les syndicats ont déposé des préavis qui couvrent les cheminots)
Dimanche 7 mars rassemblement festif de 13h à 17h place de la République
Lundi 8 mars manifestation 13h à Port-Royal

Conséquences des travaux

Cable arraché dans le tunnel de Meudon, restitution tardive, déformation de la voie aux Ardoines… Les conséquences des travaux sont lourdes, autant pour les usagers qui voient leurs premiers trains du matin supprimés que pour les cheminots, notamment quand un conducteur se fait une belle frayeur à cause d'un choc anormal. Ces opérations nécessitent des trains de travaux qui se font tellement rares que dès qu'il a un créneau, il ne faut pas le gâcher : d'où un empressement et des retombées. Les conséquences du manque d'investissement depuis des décennies.

Côté aiguillage, les nuits sont insupportables : à peine arrivé il faudrait déjà que les travaux soient accordés.

Pas à nous de payer !

Le 24 février, Farandou a présenté les résultats annuels du groupe. Il a évidemment évoqué la crise sanitaire pour annoncer le déficit de 3 milliards d'euros pour 2020 (sans oublier au passage de rappeler que les grèves ont coûté 400 millions à la SNCF…), avant de prédire un retour à la normale pour 2023, espérant que l'activité TGV reparte *« vite et fort »*.

Pour le reste, il y a comme un air de déjà vu. Il faut poursuivre les efforts de productivité, c'est-à-dire continuer à supprimer des postes (- 7 000 les 3 dernières années), à dégrader nos conditions de travail, maintenir le gel des salaires, et continuer à menacer des activités entières de filialisation pour s'adapter à la mise en concurrence… Bref, crise ou pas, il veut nous présenter la facture...

Les bourgeons de la mobilisation

La contestation monte face aux attaques multiples sur nos conditions de travail. Des collègues s'organisent dans leur secteurs respectifs, comme dernièrement chez les conducteurs à Lyon ou Saint-Lazare, chez les contrôleurs de Valenciennes ou dans plusieurs ateliers. Ces réactions des cheminots se font écho les unes aux autres : elles contestent partout les mêmes attaques de la direction.

Le climat social serait-il entrain de se réchauffer dans l'entreprise ? Quoi qu'il en soit, ces bourgeons de résistances sont porteurs d'espoir pour faire germer une mobilisation commune à tous. Vivement le printemps... des luttes !

Danger d'amiante, des cheminots exposés

Des traces d'amiante ont été détectées récemment sur une rame TGV en entretien dans un technicentre de la région parisienne. L'amiante, c'est cette matière mortelle dont l'utilisation a fini par être interdite en 1997 en France. De quoi s'inquiéter des conséquences sur la santé de tous les collègues qui ont été en contact avec la rame en question…

Le dernier test de détection d'amiante réalisé sur ce matériel datait de 2013… et il était revenu négatif ! Ce sont les agents eux-mêmes, suite à un nuage de poussière anormal, qui ont déclenché l'alerte et permis que de nouveaux prélèvements soient réalisés.

Notre santé vaut plus que leurs profits !

La roulette des notations revient : faisons plutôt péter le casino !

Chaque année à la loterie des notations, les élus sont bien moins nombreux que les déçus. Chacun y est attentif (et a sans doute bien raison de l'être) mais qu'on soit dans les élus ou pas, dur de trouver à la fin que le compte y est. Surtout après huit années consécutives de gel des salaires et une année 2020 où pour beaucoup la perte a été sèche.

Assez de devoir courir après les notations ou les EVS pour pouvoir vivre ! Il faut des augmentations générales de salaire, et vite !

Allô Houston ? Vidal a un problème

La mission spatiale Perseverance a réussi un nouvel exploit en se déployant sur Mars. Des sources (à peine imaginaires) nous rapportent les propos de la ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal : « Cherchez des traces de vies sur Mars c'est bien. Mais quelqu'un a-t-il pensé à y chercher des traces d'islamo-gauchistes ? ». Après sa déclaration la ministre s'est envolée, tournant désormais en orbite autour de l'obsession gouvernementale, seul endroit d'où l'on ne voit pas les files d'étudiants



Quarante sept organisations et plus de cent personnalités lancent un appel-pétition :

• **Brevets sur les vaccins anti-covid, stop. Réquisition !**

A signer en ligne ou auprès de nos militants !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest

Web **Convergences Révolutionnaires SNCF Paris Sud-Ouest** ou **Nouveau parti anticapitaliste**

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA